

Migrations, mobilité journalière, enracinement, biographie et projets résidentiels en Italie

BOTTAI Marco*
BENASSI Federico**

La relation entre les individus et l'espace géographique est complexe et peut s'analyser sous trois aspects : les migrations, les déplacements quotidiens et l'attachement au lieu et au logement qui ont pour effet de freiner la mobilité. Si chaque aspect est intéressant à étudier séparément, les liens qui interagissent entre eux le sont encore plus, surtout si on retrace leurs évolutions dans le temps et dans les différents contextes sociaux, culturels, économiques et dans les différents milieux.

Les variables comme l'âge, la situation familiale et les changements de statut professionnel, le niveau de satisfaction vis-à-vis du logement et de l'habitat sont des éléments clés pour comprendre la logique du rapport avec le territoire et ses changements.

Source des données

Pour atteindre notre objectif à savoir mieux saisir toutes les relations que les individus entretiennent avec le territoire, nous (les démographes de Pise et géographes des universités de Pise, Bari et Catane) avons réalisé une enquête sur un échantillon de 1820 personnes, ventilées en 80 communes¹ de trois régions (Toscane, Pouilles et Sicile), portant sur :

- leur parcours migratoire et familial depuis l'enfance ;
- leur mobilité quotidienne ;
- l'enracinement dans leur logement et leur quartier ainsi que leurs éventuels projets de déménagement, perspectives de futures migrations.

L'enquête a été réalisée auprès de personnes appartenant uniquement à deux classes : les 30-39 ans et 55-64 ans, ce qui permet de comparer les comportements géographiques et résidentiels de deux cohortes espacées de 25 ans : plus ou moins, les parents et les enfants. Les données ainsi récoltées

¹ Les communes d'où tirer des échantillons aléatoires de résidents à enquêter à leur domicile avaient été sélectionnées à partir d'une analyse typologique (*cluster an.*).

* Dipartimento di Economia e Management, Università di Pisa.

** ISTAT – Istituto Nazionale di Statistica, Roma

offrent la possibilité de mener un très grand éventail d'analyses, notamment l'analyse des trajectoires géographiques selon l'âge, les transformations de la famille, du statut professionnel, du logement et de l'attachement aux lieux et ce en fonction de l'évolution des contextes socio-économiques.

Ainsi est-il possible de comparer les comportements migratoires des jeunes adultes avec ceux des adultes plus âgés, de mettre en évidence le rôle de ces contextes dans les préférences résidentielles aussi bien d'un point de vue de la localisation que du logement lui-même et enfin de mesurer l'influence sur les migrations des changements d'emploi, du lieu de travail, du statut matrimonial et de la mise en couple, de la naissance des enfants.

Les questions concernant la mobilité quotidienne permettent d'effectuer de nombreuses analyses certaines étant innovantes. En effet, chaque enquêté a noté tous les déplacements réalisés au cours d'une journée en spécifiant pour chaque navette le lieu d'origine et de destination, l'heure de départ, la durée du déplacement, le motif, le moyen de transport, éventuellement les personnes qui accompagnaient.

Enfin une partie du questionnaire était consacrée aux facteurs qui peuvent influencer la propension à migrer comme l'enracinement dans la ville ou dans le quartier de résidence et la satisfaction par rapport à son logement. Il y avait aussi des questions sur les projets de déménagement avec les préférences en termes de lieux, environnement et habitat, type de logement, statut d'occupation.

Mais le vrai défi de la recherche était celui de relier les différents aspects du rapport entre l'individu et le territoire. Parmi les innombrables questions plus générales, l'enquête permet aussi d'aborder des questions plus spécifiques et moins étudiées comme : « La migration diminue-t-elle ou, au contraire, fait-elle augmenter la mobilité quotidienne ? », « Une forte mobilité quotidienne favorise-t-elle un futur déménagement ? », « Les choix liés aux caractéristiques du logement et de l'habitat sont-ils plus ou moins importants que les choix de localisation qui cherchent à optimiser la résidence par rapport à l'espace de vie du ménage ? »

Dans cette communication, on s'intéressera plus partiellement aux migrations internes.

À la différence des statistiques officielles qui définissent la migration à partir d'un changement de commune, nous prendrons en compte ici les déménagements intra-communaux dans la mesure où les mobilités de proximité représentent l'essentiel des déménagements, les migrations ayant une densité inversement proportionnelle à la distance. En outre, les communes ont plutôt un découpage hétérogène, avec un centre, des banlieues et zones périphériques, tel que ce n'est pas rare que des déménagements intra-communaux représentent des urbanisations ou des sub-urbanisations, voire même des ruralisations.

Enfin dernier point : les déménagements seront analysés en tant que données historiques (de 1939 à 2003, qui est l'année de l'enquête) ou biographiques (de l'âge zéro à soixante-cinq ans)². Les données

² Au cours des dernières années, nous avons réalisé plusieurs études, issues des enquêtes par sondage, toutes conçues pour étudier divers aspects de la relation entre les individus (et ses ménages) et le territoire (Bottai et alii, 1990, 1994, 1995, 1999, 2003, 2005, 2006, 2010, 2012). En particulier, l'enquête de Pisa avait beaucoup de caractéristiques de celle HHH, aussi bien que sur un territoire beaucoup plus limité. Mais en plus elle saisissait la mobilité quotidienne de tous les membres d'un ménage et n'avait aucune restriction sur l'âge des enquêtés. Elle contenait également une étude sur les préférences de logement et de localisation d'un échantillon de personnes qui avaient

concernant la mobilité journalière, sentiment d'appartenance et le degré d'enracinement ainsi que les perspectives de futures migrations sont, au contraire, statiques³.

Combien se déplacent ?

Quelques éléments de contexte sur la mobilité en Italie

Au cours des cinquante dernières années, l'Italie a connu une croissance démographique plutôt faible allant en déclinant. Jusqu'aux années 1970, cette croissance était due au solde naturel positif ; mais à la fin du xx^e siècle, le bilan naturel étant devenu négatif, elle s'est maintenue grâce au solde migratoire. En une décennie environ, l'Italie est ainsi passé d'un pays d'émigration à un pays d'immigration, non sans quelques retombées sociales (tableau 1).

Tableau 1. Évolution démographique en Italie 1951-2011

Périodes intercensitaires	Solde Naturel	Solde Migratoire	Taux annuel d'accroissement %
1951-1960	4 099	- 1 021	0,58
1961-1970	4 598	- 1 016	0,69
1971-1980	2 641	- 113	0,40
1981-1990	489	- 207	0,05
1991-2000	- 154	475	0,04
2001-2011	- 142	3 735	0,68

Source : nos calculs à partir des données Istat

La mobilité géographique (déménagements au moins inter-communales) n'est pas aussi élevée que dans d'autres pays développés, mais les comparaisons sont difficiles en raison des découpages administratifs bien différents.

Jusqu'à la fin des années 1960, on observe cependant une migration massive des zones rurales et moins développées du Sud vers le Nord du pays (en particulier le Nord-Ouest, foyer de la grande industrie en plein essor). Par la suite, jusqu'au début des années 2000, les flux se sont tout d'abord redirigés au Nord-Est et au Centre, où les petites et moyennes entreprises fleurissaient, puis se sont progressivement réduits, malgré l'arrivée d'immigrants étrangers, théoriquement plus mobiles sur le territoire.

déménagé de la ville aux communes de sa couronne pendant les années précédentes. Parfois nous ferons référence à ces autres recherches pour quelques informations complémentaires.

³ Donc les données ne sont pas trop récentes, car dans les dernières dix années il y a eu des événements économiques et sociaux capables de changer pas mal les comportements spatiaux. Où il est possible, on cherchera à insérer quelques informations officielles plus récentes.

Le tableau 2 retrace l'évolution de la mobilité depuis 50 ans à partir des enquêtes de l'ISTAT de 1964, 1999, 2007 et 2011.

On constate la diminution de la mobilité, mais, ce qui est plus intéressant, la baisse des migrations de longue distance (interrégionales). Et ceci est un peu surprenant quand on considère que l'écart économique entre le Nord et le Centre, d'une part, et le Sud, d'autre part, ne s'est pas véritablement creusé.

En 2007, avec environ 1,3 million de migrations internes, le taux est tombé à 2,3 %, dont celles interrégionales à moins d'un quart.

Tableau 2. Dynamique migratoire en Italie pour quelques années indicatives

Année	Population moyenne	Migrations internes	dont inter-régionales	Taux de mobilité %	% de migrations inter-régionales
1964	52 443 724	1 598 490	593 182	3,05	37
1999	57 646 255	1 218 731	335 149	2,11	27
2007	59 375 289	1 368 298	333 815	2,30	24
2011	60 706 098	1 345 466	327 866	2,21	24

Source : nos calculs à partir des données Istat

Parallèlement aux courants migratoires Sud-Nord, on sait que l'Italie connaissait à cette période une profonde transformation économique, avec la réduction des effectifs dans le secteur agricole et l'expansion du secteur industriel d'abord, puis du tertiaire.

Sur le plan du système urbain, on a assisté à une urbanisation sauvage qui s'est prolongée par une suburbanisation donnant lieu à certains endroits une revitalisation des zones rurales.

Ces mutations du monde économique et urbain ont été de pair avec l'évolution des structures familiales : la taille moyenne des ménages a diminué de 3,7 membres en 1961 à 2,8 en 1991 jusqu'à descendre en 2011 à 2,4. Ce sont donc les ménages, plus que les habitants, qui ont continué à augmenter en nombre et à renforcer la demande de logements (Bonvalet C., Arbonville D. (2006)).

L'offre de logements

Bien que l'objet de la recherche soit la mobilité géographique, et puisque la redistribution territoriale de la population implique la demande de logements, il n'est pas inapproprié de jeter un coup d'œil sur la dynamique de l'offre (tableau 3).

De 1961 à 2011, le parc de logements a augmenté de 105 %, le nombre de résidences principales de 85 % et le nombre de résidences secondaires ou de logements vacants de 323 %. En même temps, le nombre de ménages a crû de 75 % alors que la population italienne n'augmentait que de 19 %⁴.

⁴ En 1991 presque la moitié des logements non occupés étaient des maisons de vacances. Un cinquième d'entre elles étaient à vendre ou à louer.

Le dysfonctionnement du marché du logement apparaît clairement : l'offre de logements ayant largement dépassé la demande explicite, même en tenant compte de l'offre spéculative.

Autre conséquence : de 1971 à 2010, les terres agricoles ont diminué de 28 % (à peu près cent hectares par jour !) environ 40 % de la construction de nouveaux logements s'étant effectué sur ces zones rurales (Costanzo, 2010).

Enfin avec l'arrivée de la crise, les entreprises du bâtiment se sont retrouvées soudainement avec des stocks importants de logements invendus, beaucoup de familles ayant été incapables de faire face à l'hypothèque, entraînant dans leur sillage les banques à la tête d'immeubles vides et donc dévalorisés. De plus, de nombreuses administrations locales, qui finançaient avec les taxes d'urbanisation une grande partie de leurs budgets et des services dont ils sont responsables, ont été obligées à de réorienter leurs opérations d'urbanisme vers des plans d'aménagement ne contenant aucune construction neuve de logements.

Tableau 3. Stock de logements (en milliers) en Italie par statut d'occupation. Recensements 1961-2011

	1961	1971	1981	1991	2001	2011
Logements occupés	13 031	15 301	17 542	19 736	21 653	24 080
<i>par propriétaires</i>	45,8 %	50,8 %	58,9 %	68,0 %	71,4 %	72,1 %
<i>par locataires</i>	45,9 %	44,2 %	35,5 %	25,3 %	20,0 %	18,0 %
<i>à autre statut</i>	8,3 %	5,0 %	5,6 %	6,7 %	9,6 %	9,9 %
Logements vacants	1 182	2 133	4 395	5 293	5 639	4 994
	8,3 %	12,2 %	20,0 %	21,1 %	20,7 %	17,2 %
Stock de logements	14 213	17 434	21 937	25 029	27 292	29 074

Source : nos calculs à partir des données Istat

En 2010, la construction neuve a baissé de 16 % par rapport à l'année précédente ; en 2011 les permis de construire, quant à eux, ont diminué de 22 %, provoquant alors une crise de l'industrie du bâtiment, sans alternative raisonnable et durable.

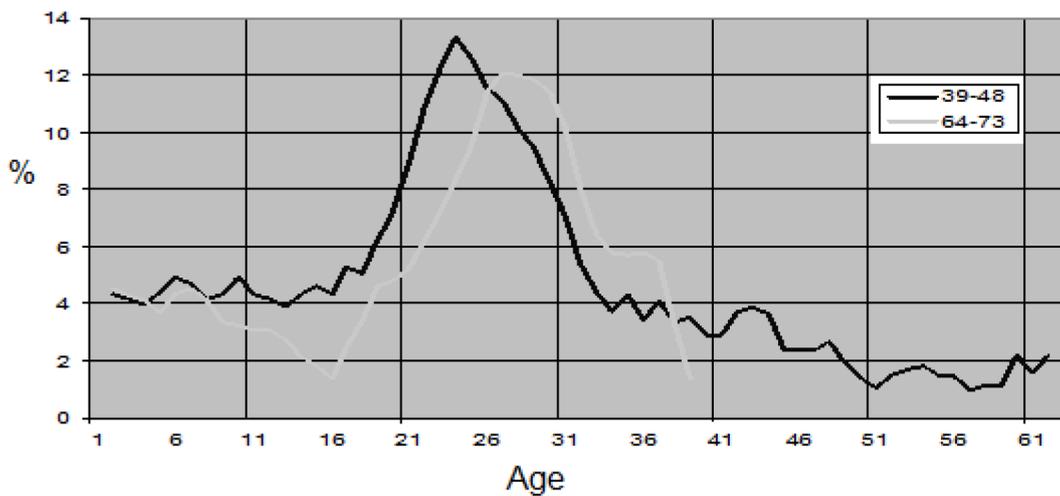
Quand se déplace-t-on ?

À partir de l'enquête, on peut aisément suivre l'évolution dans le temps de la mobilité résidentielle. Il suffit de faire une projection semi-Markovienne, c'est-à-dire d'estimer, pour chaque année, la matrice de probabilité qu'une personne ait déménagé d'un état à un autre et de la multiplier pour un vecteur initial.

Il est alors possible de répondre aux questions qui nous intéressent fortement : quand se déplace-t-on, à quel âge, lors de quelles étapes existentielles : entrée dans le monde du travail, changement d'emploi ou de lieu de travail, mise en couple ou en tout cas départ du foyer parental, changement de situation économique personnelle ou sociale.

Examinons un instant la mobilité aux différents âges de la vie. La figure 1 trace les courbes de mobilité par âge selon les générations étudiées. La forme de la courbe est maintenant bien connue avec une hausse de la mobilité aux âges jeunes puis une baisse après trente ans environ. D'emblée, on remarquera que la jeune génération, celle des « enfants », est moins mobile que les générations plus vieilles, celles de « parents » et que le maximum, déterminé principalement par l'âge à la décohabitation, recule nettement de plusieurs années.

Figure 1. Taux de migration par âge et cohorte (nés en 1939-48 et nés en 1964-73)



Source : données de l'enquête HHH

Est-ce qu'on envisage de déménager ?

Dans l'enquête HHH (et dans d'autres enquêtes citées) la première partie du questionnaire était réservée aux relations des habitants avec leur logement et leur quartier. Des questions comme « À quel lieu (quartier, ville, région) vous sentez-vous appartenir ? », ou « Quel est le degré de satisfaction par rapport à votre logement (superficie, confort, localisation, ...) ? » étaient utiles pour mesurer le degré d'attachement au lieu et donc la force des résistances à se déplacer. Mais probablement des questions comme « A quel endroit pourriez-vous habiter volontiers ? » et « A quel endroit ne voudriez-vous surtout pas habiter ? » permettent également de saisir les liens qui relient les personnes à leur environnement et leur logement. Bien sûr, il était encore plus efficace de demander directement « Envisagez-vous de déménager ? » et « Vers quel environnement ? », « Dans quel type de logement ? », « à acheter ou à louer ? » et encore « Pourquoi n'avez-vous aucune envie de déménager ? ».

Plus de la moitié des personnes interrogées disent être profondément attachées à leur territoire, là où elles ont leurs racines (tableau 4) : dans leur pays, ville, quartier ou village mais principalement dans leur maison dont elles sont souvent propriétaires. Seulement 3,3 % des enquêtés sont en fait à la recherche d'un nouveau logement. Ce résultat diffère de la moyenne nationale où 1,6 million de ménages envisageaient de déménager, mais enfin moins que 0,8 % l'a fait vraiment⁵.

⁵ Istat – Indagine Multiscopo 1996.

Tableau 4. Perspectives par rapport à sa résidence future

Déménager ?	55-64 ans	30-39 ans	Total
Peut-être (<i>des quels</i> :)	26,3 %	56,8 %	42,6 %
<i>J'en rêve</i>	13,6 %	19,1 %	16,5 %
<i>Il est possible</i>	5,8 %	12,2 %	9,2 %
<i>Il est probable</i>	5,0 %	20,9 %	13,6 %
<i>Je cherche</i>	1,9 %	4,6 %	3,3 %
Absolument pas	72,9 %	42,5 %	56,7 %
n.r.	0,8 %	0,7 %	0,7 %

Source : données de l'enquête HHH

Les générations les plus jeunes se déclarent plus souvent prêtes à déplacer leur résidence ou, à quelques niveaux disponibles à le faire. Ce n'est pas surprenant dans la mesure où ils se trouvent en début de cycle de vie familial. Toutefois on peut s'interroger sur les comportements plus mobiles des jeunes adultes et se demander s'ils sont réellement plus enclins à la mobilité que ne l'étaient leurs parents ou inversement plus sédentaires.

Pourquoi ne pas migrer ?

Aux enquêtés qui avaient déclaré n'avoir aucune envie de déménager, l'enquêteur demandait d'en donner les motifs. La raison la plus citée a été « la famille », compris au sens large de la famille élargie, du réseau familial. Viennent ensuite de très près les raisons liées à la satisfaction, l'attachement au logement. « Le lieu », c'est-à-dire le quartier, le village, la ville, est un facteur d'enracinement un peu moins évoqué. Enfin les motifs concernant la proximité ou « l'accessibilité au lieu de travail » apparaissent nettement moins.

Si la famille et l'aide qu'elle procure ressort de manière aussi forte dans l'attachement au logement, c'est en partie en raison de la faiblesse des solidarités publiques liées au rôle quasi-inexistant de l'État en ce domaine.

Aussi n'est-il pas surprenant de constater la tendance de plus en plus marquée des jeunes à retarder le départ de chez leurs parents même quand ils ont eu la chance d'obtenir un travail.

Ces résultats confirment les analyses très pertinentes de Sgritta (2001) montrant comment les jeunes adultes, même après avoir constitué leur propre famille, s'installent le plus souvent à proximité de leurs parents. En 1999, les personnes mariées, âgées de 18 à 64 ans, qui vivaient avec leur mère représentaient 5,1 %. En ajoutant toutes celles qui vivaient dans le même immeuble que leur mère et celles dont la résidence se situait dans un rayon d'un kilomètre, ce pourcentage atteint 44,3 % ; Ainsi près de la moitié des adultes en couple restent dans une certaine mesure « joints au cordon ombilical de la mère » et, vraisemblablement, à leurs parents.

Par rapport au reste de l'Europe, l'absence ou la quasi-absence de système d'aide sociale, en particulier pour les jeunes, ou en tout cas, pour ceux qui ne sont pas entrés dans le marché du travail, est criante. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les familles et les relations de solidarité primaire aient joué le rôle d'« amortisseurs sociaux », en rendant les services habituellement réservés aux pouvoirs publics et aux collectivités locales. Aujourd'hui, avec le taux de chômage des jeunes qui a atteint le 42 %, la situation est encore plus préoccupante.

Tout près ou loin ?

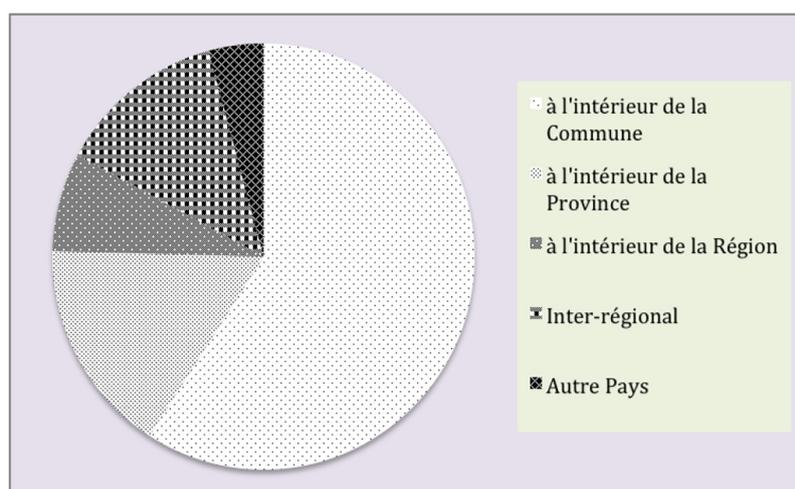
La distance des migrations

L'analyse des différents types de mobilités selon la distance reste un élément important qui permet de séparer les migrations à longue distance, axées sur l'emploi (*job-oriented*) des migrations de proximité, axées sur le logement (*housing oriented*).

Nos enquêtes confirment que la mobilité moins élevée en Italie que dans les pays similaires, s'effectue plus souvent dans un rayon limité. Si l'on cumule toutes les migrations observées dans la trajectoire biographique des 1820 personnes enquêtées, on remarque que 60 % des changements de logement ont eu lieu à l'intérieur de la même commune et ce un peu plus souvent parmi les jeunes générations que les plus anciennes (figure 2). Mais si à cela, on ajoute les mouvements entre communes, mais au sein de la même province, (bon nombre desquels sont entre des municipalités limitrophes), on dépasse les 75 %. D'autre part, les migrations interrégionales ou de/vers d'autres pays sont nettement au dessous de 20 %.

Toujours est-il que les deux générations se distinguent nettement et contrairement à ce que l'on aurait pu penser, les générations les plus âgées s'avèrent avoir été plus mobiles jeunes dans les années 1950-1960 au moment des grands flux migratoires du Sud vers le Nord, des campagnes vers les villes.

Figure 2. Migrations observées, selon le rayon



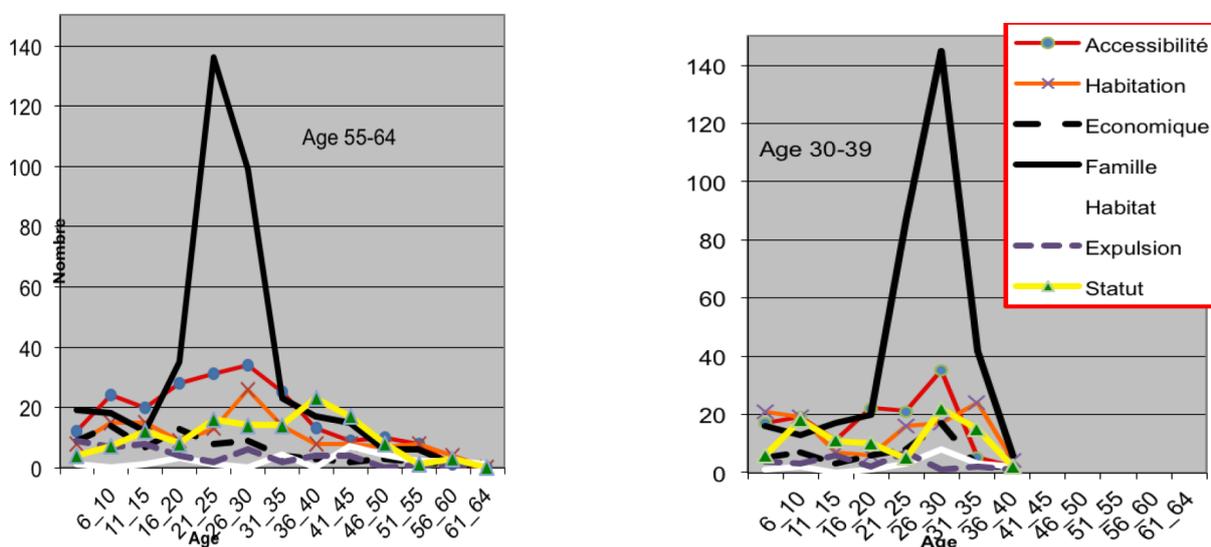
Source : données de l'enquête HHH

Les raisons du changement de logement

Après avoir décrit leur parcours migratoire et résidentiel, les enquêtés devaient indiquer la raison principale qui avait déterminé le déménagement : raison entendue comme une cause (par exemple l'expulsion), ou comme une motivation de choix résidentiel (statut d'occupation, type de logement), ou de choix d'un lieu (habitat, accessibilité).

La figure 3 montre bien l'intensité de la mobilité aux âges jeunes avec un pic maximum à l'âge de 24 ans pour les générations les plus anciennes et 28-30 ans environ pour les plus jeunes.

Figure 3. Raisons des migrations observées, par âge, et par cohorte (cohorte nées en 1939-48 et en 1964-73)



Source : données de l'enquête HHH

Cette différence de 4 ans peut sembler peu importante mais ce retard d'entrée dans la vie adulte, c'est-à-dire ce prolongement de la vie non autonome, sans possibilité de constituer sa propre famille, d'avoir des enfants et souvent même de mener une carrière professionnelle, n'est pas sans conséquences personnelles et sociales.

Si on revient maintenant à l'objet même de notre communication, c'est-à-dire aux raisons de déménagement, on est frappé par l'importance extraordinaire du « motif familial ». Bien que cette catégorie des raisons ait des contours assez flous, il est néanmoins vrai que, outre la raison de mariage et de mise en couple, d'autres raisons familiales comme le rapprochement de la famille sont fondamentales dans l'orientation de la mobilité géographique. En tout cas, le mariage (surtout pour les femmes) et le départ du foyer parental, qui est généralement concomitant, sont les raisons majoritaires pour changer de résidence.

Si on regarde la ligne des changements de logement dont le but est de réduire la distance/navette par rapport aux points obligatoires de l'espace de vie (accessibilité), telles que celles domicile-travail, maison-école et domicile-services, on peut remarquer comment elle coïncide avec des périodes de vie où la mobilité professionnelle (y compris la première entrée dans le monde du travail) est plus intense

et où la taille du ménage augmente. Toutefois, si les mobilités pour raisons professionnelles ne sont pas négligeables, elles restent moins importantes que ce que voudrait la théorie classique de migrations.

Viennent ensuite deux autres raisons de déménagement, qu'on aurait pu classer ensemble en tant que raisons liées à la réalisation du rêve résidentiel : le « logement » (esthétique, taille, équipements et confort de la maison) et le « statut d'occupation » c'est-à-dire, l'accès à la propriété. Si nous les avons regroupées dans une seule catégorie, il aurait été évident que cette dernière serait devenue une cause de changement de logement plus importante que les raisons de rapprochement professionnel sans oublier que la distance joue un rôle discriminant : les migrations pour des raisons de rapprochement professionnel sont principalement des migrations de longue distance tandis que celles liées au « logement » sont plutôt des mobilités de proximité.

En se focalisant sur les déménagements liés au souhait de devenir propriétaire, on peut voir comment les générations les plus âgées ont lentement progressé vers cet idéal familial ; tandis que les générations plus jeunes, ayant déjà connu avec leurs parents ce type de migration (premier maximum), vont le rejoindre plus tôt, une fois indépendant, souvent grâce au soutien économique de leurs parents.

D'où a où : milieu, habitat, statut

Les critères du choix résidentiel

Y-at-il une hiérarchie dans les choix résidentiels ?

On sait qu'il y a une inertie aux migrations ; inertie par rapport aux coûts économiques et psychologiques et aux liens familiaux et sociaux. Il est également clair qu'il y a quelques raisons qui encouragent, comme le rapprochement du lieu de travail, de la famille et des autres lieux de référence de l'espace de vie du ménage.

Cependant, avec l'essor de la voiture, la mobilité quotidienne croissante élargit l'éventail des possibilités dans le choix du lieu de résidence. En particulier, le choix de localisation est au croisement du choix de type de logement et de la qualité de l'immeuble.

Choix de l'environnement

Les réponses au questionnaire et l'analyse des trajectoires géographiques ont montré un fort désir de sortir du centre ville pour aller vivre dans un environnement plus vert et plus tranquille ; il était aussi clair qu'il y a eu et il y a encore le mythe d'une maison individuelle. Pour un certain type de ménages, à savoir les familles ayant adopté un modèle de vie « traditionnel », ces deux objectifs ne se contredisent pas. S'agit-il des familles « classiques », qui restent encore le modèle majoritaire en Italie, qui ont produit la dé-urbanisation et la sub-urbanisation ?

Une enquête antérieure (Étude démographique pour le Plan d'Aménagement de Pise 1995) permet de mieux saisir les dernières tendances dans la hiérarchie des critères de localisation résidentielle.

L'échantillon de l'enquête avait comme population cible ceux qui avaient quitté la ville de Pise vers les cinq municipalités de sa banlieue au cours des quinze ans précédents et qui y résidaient encore.

Une question leur demandait si le déplacement hors du centre urbain avait été effectué de plein gré. Une bonne moitié avait déclaré l'avoir considéré comme une nécessité, déterminée plus par des objectifs liés au logement (type d'habitation, accès à la propriété) que par des préférences d'environnement. Le choix de la localisation en banlieue était donc souvent en opposition par rapport aux préférences d'environnement et hiérarchiquement gagnante, tandis que le désir d'acheter et de vivre dans un pavillon (indépendant) l'avait emporté sur le plaisir de vivre en ville. Une des dernières questions était : « si votre maison avait des roues, la ramèneriez-vous dans la ville ? ».

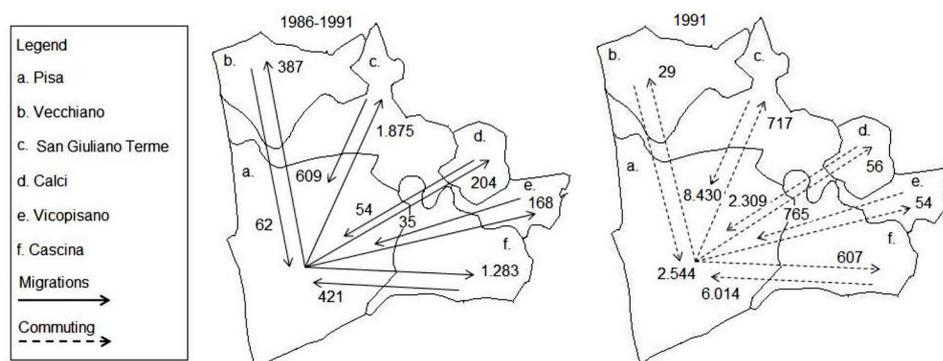
De manière surprenante, presque personne n'a répondu par l'affirmative. Quelques années plus tard, l'évaluation de l'habitat par les enquêtés avait profondément changé. Il se peut que les personnes interrogées aient réévalué l'environnement après avoir connu la banlieue, mais on peut faire aussi l'hypothèse qu'il s'est produit à l'époque un changement de préférences, qui, dans l'enquête HHH, a produit la prévalence des préférences pour le milieu non urbain comme idéal. Ainsi, le conflit entre les aspirations de logement et d'environnement semble-t-il résolu.

À moins que les nouveaux types de ménages (famille mono-parentale, personne seule, divorcé, séparé), dont les besoins et les attitudes résidentielles sont autres, continuent leur diffusion jusqu'à remettre en question ce modèle résidentiel.

Par ailleurs, une des conséquences de la périurbanisation, généralement négligée ou occultée, est que la décentralisation de la résidence ne correspond pas à un changement du lieu de travail et que de nombreux autres pôles de l'espace de vie sont toujours situés en centre ville (Vickerman, 1984). La migration vers la banlieue entraîne alors des navettes et augmente les mouvements quotidiens (migrations eux aussi, bien que temporaires).

La figure 4 montre bien la relation entre les migrations entre centres urbains et couronnes périurbaines, d'un côté (à gauche), et navettes journalières, de l'autre (à droite).

Figure 4. Migrations et Navettes entre Pise et sa couronne

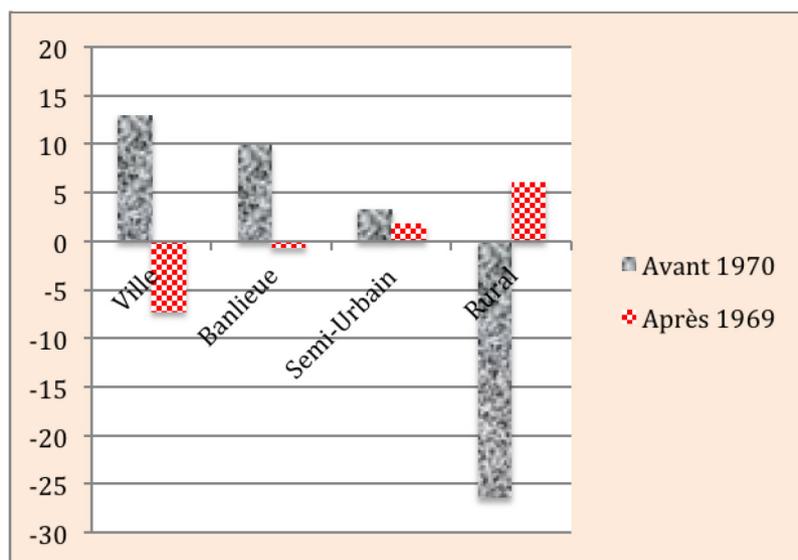


Source : Étude démographique pour le Plan d'Aménagement de Pise 1995

On sait qu'à partir des années 1970 s'est instauré en Italie un modèle de migration qui a vu une diminution continue des habitants des grandes et moyennes villes et une augmentation de la population des

centres sub-urbains, des petites villes et des autres zones semi-urbaines. Selon notre enquête, près de 65 % des migrations se font dans le même milieu géo-urbain (même lieu ou lieu du même type). Pour les autres migrations, en prenant l'année 1970 comme la date de renversement de tendance (figure 5), la transition d'orientation résidentielle apparaît avec évidence.

Figure 5. Taux d'immigration nette par milieu, en deux périodes : 1945-1969 et 1970-2003



Source : données de l'enquête HHH

À un niveau idéal, la préférence pour le milieu non urbain n'est pas aussi marquée qu'on pouvait l'imaginer. Ceux qui voudraient vivre à la campagne ou dans un village représentent presque 30 % des personnes interrogées. Une proportion à peine supérieure préfère les milieux semi-urbains, mais une plus grande encore aimerait vivre dans un centre urbain ou dans sa périphérie.

L'environnement et la structure urbaine des zones d'enquêtes ont une incidence sur le choix de l'endroit idéal où vivre. En Toscane, où les zones rurales sont un milieu non marginal ni sur le plan économique ni sur le plan humain et social, 39 % des répondants les considèrent idéales. Dans les régions du sud, au contraire où la suprématie urbaine est encore forte, les zones rurales sont préférées par seulement 22 % des personnes interrogées.

Tableau 5. Environnement idéal. % des préférences déclarées

	30 – 39 ans	55 – 64 ans
Ville	27,03	19,49
Banlieue	14,04	14,88
Semi-urbain	31,65	31,40
Rural	27,28	34,23

Source : données de l'enquête HHH

Les deux générations étudiées (30-39 ans et 55-64 ans) ne présentent pas des préférences très différentes par rapport aux banlieues et à l’environnement semi-urbain. Ce qui est sensiblement différent est l’attraction exercée par l’environnement rural sur l’ancienne génération et l’intérêt plus fort de la cadette pour le centre ville (tableau 5).

Cependant par le suivant onglet (tableau 6) il est évident que la plupart des enquêtés considèrent idéal l’endroit où ils résident. D’ailleurs, cette notation est compatible avec le souhait exprimé par la majorité d’entre eux de ne pas déménager. Les plus convaincus de leur choix résidentiel semblent ceux qui vivent dans des zones semi-urbaines, où clairement les avantages d’un environnement non dépourvu d’équipements se marient avec l’accessibilité au vert et à la relative absence de pollution. C’est également le seul type de localité de résidence auquel les enquêtés plus jeunes semblent plus favorables que les plus âgées.

Tableau 6. Milieu idéal par milieu de résidence actuelle et par cohorte

		Milieu idéal							
		Cohorte 30-39 ans				Cohorte 55-64 ans			
		Ville	Banlieue	Semi-urbain	Rural	Ville	Banlieue	Semi-urbain	Rural
Milieu de résidence actuel	Ville	31,5	17,7	34,7	16,1	37,5	11,5	23,1	27,9
	Banlieue	25,3	24,7	27,7	22,3	13,8	35,4	20,8	30,0
	Semi-urbain	3,7	4,7	58,9	32,7	2,2	5,6	50,0	42,2
	Rural	9,2	16,0	37,1	37,7	4,7	13,7	38,7	42,9

Source : données de l’enquête HHH

Là, il y a un effet de génération, en ce sens que les générations souvent nées dans un milieu rural rêvent ou projettent plus facilement une migration de retour. Les plus jeunes dont les racines rurales sont moins fréquentes et, qui sont au début de leurs trajectoires résidentielles et familiales (effet d’âge), trouvent dans la ville plus de possibilités d’emploi, de loisir, de mobilité.

On peut, toutefois, supposer qu’il y a eu un changement de modèle culturel : il y a eu une époque (années 1970 /1990) au cours de laquelle l’envie de nature et le rejet de la ville étaient généralisés, tandis que la culture urbaine continuait d’être largement prédominante. En regardant nos données, nous dirions que le mythe « hippie » n’est pas complètement éteint.

Ces dernières années, cependant, il y a un nouveau regain pour l’environnement urbain qui attire des niches spécifiques de la population, atténuant les migrations vers la banlieue et le périurbain. Même l’intervention publique, qui, pendant de nombreuses années, a centré ses opérations sur la revitalisation des zones marginales (la devise était : « petit est beau »), développe ces dernières années des actions d’amélioration esthétique et fonctionnelle des villes et de modernisation des infrastructures urbaines.

Choix du type de logement

Choisir l’endroit où installer sa demeure est clairement liée à celle du milieu environnant. Les trois quarts des répondants de la génération plus âgée et près de la moitié des plus jeunes ne souhaitent pas

déménager (tableau 7 et figure 6). Nous verrons aussi comment les souhaits de changer de domicile sont liés au statut d'occupation du logement occupé.

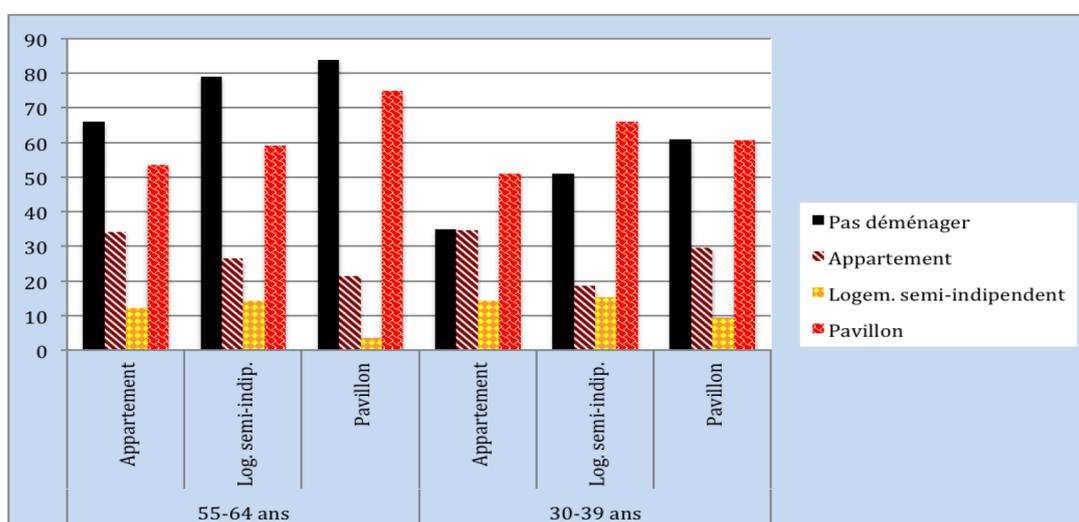
Tout d'abord il est à noter que le degré d'enracinement dépend du type d'habitat : la maison individuelle est un facteur d'ancrage plus fort que l'appartement. Projet de migration et logement idéal sont clairement différenciés par rapport au domicile actuel, mais en général le désir d'une maison indépendante l'emporte nettement. L'époque pavillonnaire n'est pas finie.

Tableau 7. Type de logement idéal par type de logement actuel et par cohorte

Cohorte d'âge	Type de logement actuel	Rêve, prévoit, veut déménager		Type de logement préféré (oui = 100)		
		Non	Oui	Appartement	Log. semi-indépendent	Pavillon
55-64 ans	Appartement	0,66	0,34	34,15	12,20	53,66
	Log. semi-indépendent	0,79	0,21	26,53	14,29	59,18
	Pavillon	0,84	0,16	21,43	3,57	75,00
Total 55-64 ans		0,74	0,26	30,50	11,50	58,00
30-39 ans	Appartement	0,35	0,65	34,63	14,33	51,04
	Log. semi-indépendent	0,51	0,49	18,75	15,28	65,97
	Pavillon	0,61	0,39	29,73	9,46	60,81
Total 30-39 ans		0,45	0,55	29,84	13,92	56,24

Source : données de l'enquête HHH

Figure 6. Type de logement idéal par type de logement actuel et par cohorte

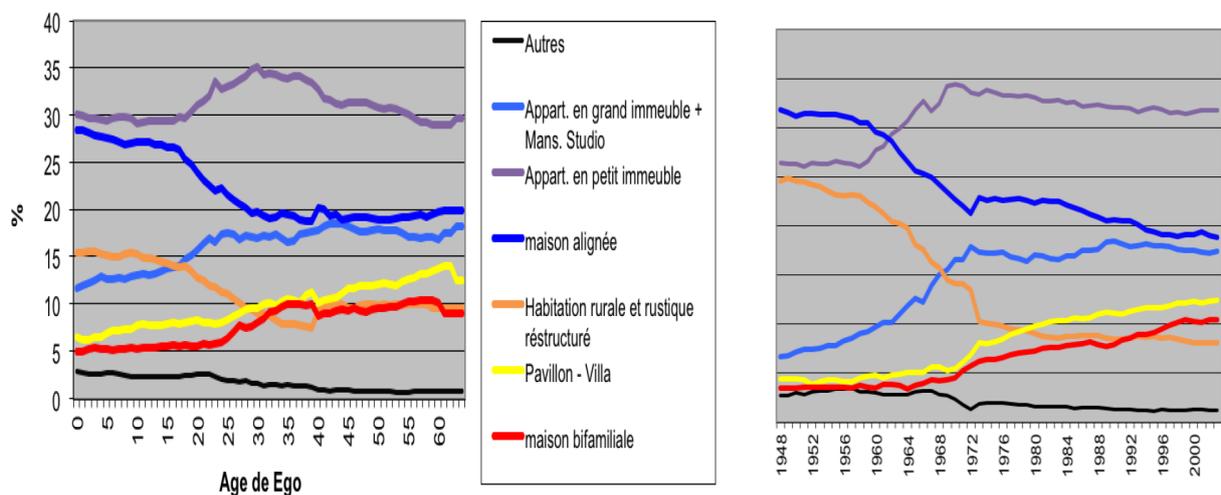


Source : données de l'enquête HHH

La figure 7 montre, à l'aide d'une simulation de type markovien, l'évolution de l'incidence des différentes formes de logements à partir de l'année 1945 jusqu'à 2003 (à droite) et l'autre (à gauche) de leur naissance jusqu'à l'âge le plus vieux observé, soit 64 ans.

On voit bien l'essor des résidences en appartements (aussi bien dans les grands immeubles qu'en petit collectif) dans les années 1960 qui correspond à la période de l'urbanisation la plus intense. À partir des années 1970, les pourcentages des maisons indépendantes et semi-indépendantes augmentent continuellement. La périurbanisation et la dé-urbanisation peuvent être attribuées à cette pulsion vers le « pavillon », puisque ce type de logement trouve peu d'espace dans les villes ou, alors à des prix prohibitifs pour la plupart des familles.

Figure 7. Type de logement, par année et par âge. % de résidents (projection markovienne)



Source : données de l'enquête HHH

Acheter ou louer ?

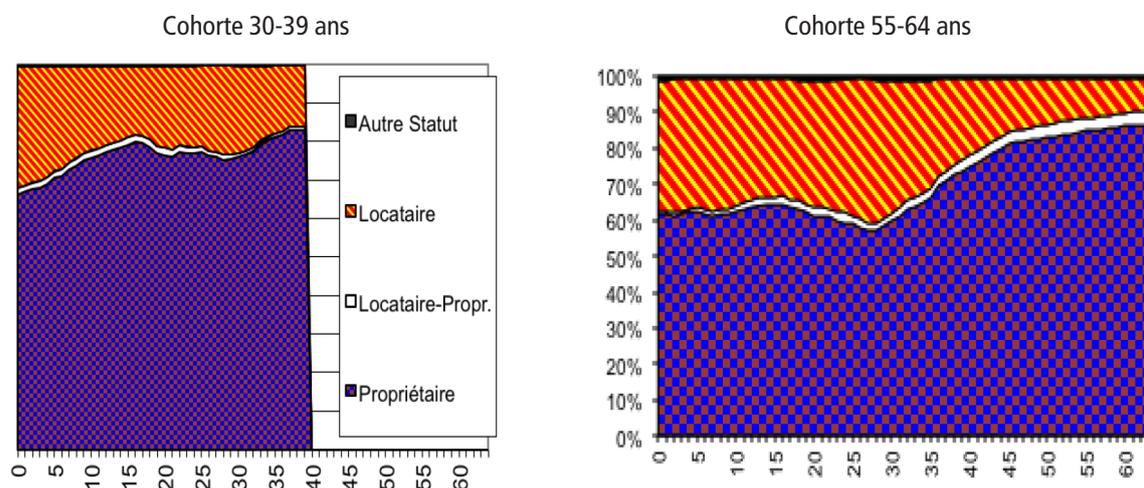
L'autre critère déterminant des choix résidentiels est le statut d'occupation. La première raison est que les locataires sont moins enracinés et plus disposés à déménager, inversement les personnes qui ne se sentent pas stabilisés d'un point de vue familial ou professionnel ou tout simplement enracinés à un territoire préfèrent louer un logement. La seconde est le désir d'être propriétaire de son logement qui s'avère souvent la seule motivation du changement de résidence. De plus, il est dans la plupart des cas le critère prépondérant de localisation de la résidence : on déménage parce qu'on a accédé à la propriété d'une maison et on a acheté à un endroit où l'offre de pavillons était à des conditions économiques non prohibitives.

À partir d'une projection markovienne des statuts d'occupation des logements, sur la base des réponses fournies par les enquêtés des deux générations (figure 8), on peut synthétiser quelques points :

- la jeune génération débute son parcours résidentiel dans des conditions meilleures que la génération plus ancienne, c'est-à-dire, avec un pourcentage de propriétaires plus élevé ;
- la phase du cycle de vie où la proportion de propriétaires diminue, en raison du retard de quelques années entre les deux cohortes générationnelles du départ du foyer parental des enfants, l'accès à la

propriété des 30-39 ans est plus « diluée » dans le temps principalement en raison de la précarité généralisée des emplois et l'instabilité croissante des couples.

Figure 8. Statut d'occupation du logement, par âge et par cohorte. Pourcentages cumulés



Source : données de l'enquête HHH

Approches semi-paramétriques

Une des méthodes les plus utilisées et les plus efficaces pour évaluer l'influence d'une ou plus variables sur une variable mesurée au long du temps ou des âges, est le modèle de régression semi-paramétrique de Cox. On se limitera dans le cadre de cette communication à quelques exemples : une batterie d'applications où la probabilité de migrer (déménager) est réalisée en fonction des variables dont l'influence vient d'être mise en évidence avec des analyses descriptives ou des modèles markoviens.

Tableau 8.1. Risque relatif de déménager, par cohorte d'âge

référence : cohorte 55-64 ans	Risque relatif
Cohorte 30-39 ans	0,673

Voilà l'importance d'une analyse biographique. L'analyse descriptive avait montré que les enquêtés de la cohorte plus jeune migraient plus et étaient plus disposés à déménager. Ce n'était qu'un effet d'âge. En réalité, au même âge, la probabilité de changer de logement dans la cohorte plus jeune est à peu près les deux tiers de celle de la cohorte plus âgée.

Tableau 8.2. Risque relatif de déménager, par statut d'occupation

référence : Locataire	Risque relatif
Propriétaire	0,3512
Autre statut	0,8911

Qui vit dans une maison à soi a une probabilité de déménager qui est inférieure, soit environ un tiers de celle des locataires, ou autrement dit, les locataires ont une probabilité de migrer de 2,85 fois plus élevée que celle des propriétaires. Ce qui est évident parce que vivre dans une maison dont on est propriétaire est un facteur de stabilité et, réciproquement, ce sont dans la grande majorité les personnes stables professionnellement et familialement qui s'engagent dans l'accession à la propriété.

Tableau 8.3. Risque relatif de déménager, par taille (s) de l'habitation

référence : s < 60 m.c.	Risque relatif
60 < s < 80	0,5387
80 < s < 120	0,4825
s > 120	0,4177

En ce qui concerne la surface du logement, on a choisi de mesurer son effet sur la propension à déménager en la découpant en 4 tranches : moins de 60 m², de 60 à 80 m², de 80 à 120 m² et enfin plus de 120 m². On aurait pu retenir directement la surface du logement de résidence comme variable explicative. Son coefficient se révèle encore plus significatif, témoignant d'une assez étroite proportionalité (négative) entre la surface de son logement et l'envie de le quitter.

Tableau 8.4. Risque relatif de déménager, par type de logement

référence : Appartement	Risque relatif
Pavillon – Villa	0,7309
Duplex	0,6840

Ceux qui vivent dans des appartements sont évidemment plus susceptibles de migrer (plus 36,8 %) par rapport à ceux qui habitent une maison indépendante. Autre résultat intéressant : les personnes qui vivent dans un duplex sont encore plus ancrées dans leur logement, car dans ces maisons indépendantes jumelées logent souvent deux familles liées par des liens de parenté. Deux facteurs d'enracinement se cumulent alors.

Tableau 8.5. Risque relatif de déménager, par milieu de résidence

référence : Rural – Village	Risque relatif
Banlieue – Petite Ville	1,1203
Ville	1,4603

Les villes sont des environnements au turn over des populations beaucoup plus intense : au même âge, la probabilité de changement de logement est 46 % plus élevée que pour ceux qui vivent dans des milieux non urbains.

Après avoir mesuré l'influence des variables, une à la fois, sur une variable critère (ci-dessus : la probabilité de migrer), on a construit des modèles plus multi-variés avec plusieurs variables explicatives. Ce faisant, les coefficients et les risques relatifs sont nets des corrélations avec les autres variables insérées dans le modèle.

Tableau 9. Risque relatif de déménager, par rapport à quelques événements familiaux et professionnels

Base : Homme, célibataire, sans enfants, ne changeant pas de travail	Risque relatif
Femme	1,1127
Marié dans la même, passée ou prochaine année	1,2490
Premier enfant	1,4370
Autres enfants	1,2335
Changement de travail dans la même, passée ou prochaine année	1,3084

Le premier enfant a pour effet d'augmenter la probabilité de migration de 43,7 %. Un changement du lieu de travail au cours d'une période de trois ans encadrant la migration augmente la probabilité de 30,8 %. Mais chacune de ces variables montrerait certainement des risques relatifs différents si insérées dans des modèles univariés, brut des interactions réciproques. En particulier, le mariage (ou la mise en couple) dans les analyses descriptives précédentes se révèle avoir plus d'importance comme facteur déterminant la migration.

Relation entre mobilité journalière, biographie migratoire et perspectives migratoires

Malheureusement, il ne reste pas beaucoup de place pour donner quelques résultats sur ce qui était le but ultime de la recherche, c'est-à-dire : lier ensemble les différents aspects de la relation entre les diverses formes du rapport entre l'individu et le territoire. Afin que les lecteurs ne soient pas totalement déçus, on va montrer dans le tableau suivant les résultats de l'application d'un modèle de régression de la variable « nombre de déplacements dans la journée » en fonction de quelques variables explicatives : personnelles, dérivées de la biographie migratoire, et obtenues par la section de l'enquête HHH consacrée à l'enracinement et aux perspectives de migrations futures.

Tableau 10. Modèle de régression (Poisson) pour la variable « nombre de déplacements journaliers » en fonction d'un certain nombre de variables

covariates	Base (z = 0)	Coefficient	Risque relatif
Genre (femme = 1)	homme	-0,4768	0,6208
Cohorte d'âge (55-64 ans = 1)	30-39 ans	-0,6496	0,5223
Nombre de migrations précédentes	Aucune migration	0,1377	1,1476
Rêve ou envisage de déménager (= 1)	Enraciné*	0,2321**	1,2613
Considère probable ou cherche à déménager (= 1)	Enraciné*	0,5963	1,8154

* Ceux qui ont répondu n'avoir aucune envie de déménager à la question sur ses perspectives migratoires

** p. value = 0,053 > 0,05

En plus des deux covariables, sexe et classe d'âge, dont l'influence sur la mobilité quotidienne est évidemment à prendre en compte, on a inséré l'histoire migratoire, résumée dans le nombre de migrations déjà effectuées. Puis on a ajouté deux variables relatives aux projets migratoires (voir au tableau 4) et, inversement, à l'enracinement dans le lieu de résidence : (« je rêve de déménager » et « Il est possible que... ») et prévoyant ou en train de se déplacer (« Il est probable que... » et « Je suis à la recherche »).

Il y aurait pas mal de commentaires par rapport aux risques relatifs du tableau 10, mais peut être faudra-t-il se limiter à l'essentiel, à ce qui est peut-être moins connu.

La mobilité quotidienne augmente en moyenne de près de 15 % pour chaque migration effectuée précédemment. Donc, il est possible d'affirmer que ceux qui ont eu une histoire mouvementée avec plusieurs migrations connaissent une plus grande mobilité quotidienne. Parmi ceux-ci, se trouvent probablement, les immigrants plus récents.

On peut alors supposer que les nouveaux immigrants acceptent d'abord une solution de logement sous-optimale, même du point de vue de la localisation par rapport aux points de référence de leur espace de vie (lieu de travail, école des enfants, centres commerciaux, lieux fréquentés pour loisir, etc.) et ils sont donc contraints à une utilisation plus intense de l'espace environnant.

Bibliographie

- Bonvalet C., Arbonville D. (eds.). 2006. *Quelles familles ? Quels logements ? La France et l'Europe du Sud*. ed. INED, Paris.
- Bottai M. 1990. Mobilità locale e pianificazione territoriale. *Dip. Di Statistica e Matematica appl. all'Ec.*, report n° 31, Pisa.
- Bottai M., Barsotti O. (eds.). 1994. *Lo spazio e la sua utilizzazione*. F. Angeli, Milano.
- Bottai M. 1996. Migratory careers. An application and some suggestions. *Proceedings of Eaps-Iussp 3.rd European Population Conference, Milano 1995*, F. Angeli ed., Milano.
- Bottai M. 1999. L'enquête triple biographie des familles de la Toscane occidentale. in : Groupe de réflexion sur l'approche biographique (ed.) *Biographie des enquêtes biographiques*. INED ed., Paris.
- Bottai M., Neri M., Zippo A. 2003. *Il turismo al di là dei dati ufficiali. Risultati di indagini campionarie a Campo nell'Elba*. ed. Plus, Università di Pisa.
- Bottai M., Barsotti O. 2003. Les déplacements quotidiens : approches et modèles. in : Caselli G., Vallin J., Wunsch G. (eds.) *Démographie : Analyse et Synthèse. Vol. IV, Les déterminants de la migration*, ch. 64, INED ed., Paris, pagg. 175-198.
- Bottai M., Parrella P., Salvati N. 2004. Daily urban mobility and gender differences : methods and tools. in : Cortesi G., Cristaldi F., Droogleever Fortuijn J. (eds.) *Gendered cities : identities, activities, network – a life course approach*. Società Geografica Italiana ed., Roma.
- Bottai M., Gerace M.G. 2005. *Sentirsi pisani* ed. Plus, Università di Pisa.
- Bottai M., Cortesi G., Lazzeroni M. (eds) 2006. *Famiglie, Abitazioni, Insediamenti*. ed. Plus, Università di Pisa, pagg. 294.

- Bottai M., Salvati N. 2010. Enracinement, migrations, choix résidentiels en Italie. in : Authier J.Y., Bonvalet C., Lévy J-P. (eds), *Elire domicile* Presses Universitaires de Lyon, Lyon, pagg. 97-122.
- Bottai M., Salvati N. 2012. Migrations, mobilité journalière et enracinement au cours du cycle de vie des ménages. in : Schoumaker B., Tabutin D. (eds) *Actes de la chaire Quetelet 2006*. UCL Presses Universitaires, Louvain la Neuve, pagg. 259-280.
- Costanzo L. 2010. Aspetti della nuova urbanizzazione italiana : tendenze dell'insediamento e impatto sul territorio. en *Convegno « L'informazione statistica per la conoscenza del territorio e il support alle decisioni »*, Istat, Roma.
- Cougeau D., Lelièvre E. 1989. *Analyse démographique des biographies*. Ed. INED, Paris.
- Istat. 1996. *Indagine multiscopo. Aspetti della vita quotidiana*, Istituto Nazionale di Statistica, Roma.
- Sgritta G.B. 2001. Family and Welfare Systems in the transition to the Adulthood, Paper presented at the Seminar *Family Forms and the Young Generation in Europe*, organised by the European Observatory on the Social Situation, Demography and Family at the Austrian Institute for Family Studies, Milan (Italy), September 2001.
- Vickerman R.W. 1984. Urban and regional change, migration and commuting – The dynamics of workplace, residence and transport choice., *Urban Studies*, 21, No. 1, pp. 15-29.